

# Sauvons nos confrères afghans !

Lettre ouverte à la présidence de la République

**Le personnel afghan des médias occidentaux en Afghanistan est menacé par la prise de contrôle du pays par les talibans. Les organisations syndicales représentatives de journalistes et associations de journalistes demandent au gouvernement français d'accorder des visas aux journalistes et fixeurs afghans qui s'estiment menacés par le nouveau pouvoir en place à Kaboul.**

**Monsieur le président de la République,  
Madame la ministre de la Culture,  
Monsieur le ministre des Affaires étrangères,**

Cette lettre est un appel au secours, signé des organisations syndicales représentatives de journalistes et des associations de journalistes qui ont contribué aux reportages sur l'Afghanistan au cours des dernières décennies. Ce travail, qui a fourni au public et au personnel politique français analyses, éclairages et impressions du pays, était inconcevable sans l'engagement et le courage des employés afghans : journalistes locaux, fixeurs et traducteurs.

Au fil des ans, ils ont partagé notre croyance en la liberté de la presse comme élément indispensable d'une démocratie stable, pacifique et équilibrée. Avec la prise de contrôle du pays par les talibans, leur vie est désormais menacée.

Au cours des dernières semaines, le photojournaliste indien Danish Siddiqui a été abattu à Kandahar, et un journaliste de télévision est mort dans un attentat à la bombe à Kaboul. Amdadullah Hamdard, a été abattu devant sa maison à Jalalabad. Des dizaines de journalistes ont été assassinés ces dernières années par les talibans, par « l'État islamique » et par des étrangers, sans que le gouvernement afghan n'identifie jamais les auteurs de ces actes. Il est à craindre que de tels meurtres se multiplient désormais.

Nous vous demandons de mettre en place un programme de visas d'urgence pour les employés afghans des médias français et occidentaux. Nous nous joignons aux appels lancés par les médias allemands, britanniques et américains à leurs gouvernements respectifs.

Le gouvernement français a créé un programme de visas extraordinaire pour les traducteurs de l'armée française. Un programme comparable doit maintenant être mis en place, dans les plus brefs délais, pour les employés afghans des médias français.

Sans ces courageux Afghans, le public et les politiques français n'auraient pu être informés des conditions de la mission des armées françaises. Le travail de ces personnes était tout aussi indispensable à l'engagement de la France en Afghanistan que celui des traducteurs de l'armée française. Aussi nombreux soient-ils (quelques dizaines ?), la France peut raisonnablement accueillir ces Afghans.

La semaine dernière, à la suite d'appels lancés par les médias américains, l'administration Biden a reconnu le risque considérablement accru auquel les employés des médias étrangers sont exposés et a inclus les personnes concernées dans son programme de réfugiés en Afghanistan. Le gouvernement britannique devrait faire de même.

Nous sommes convaincus qu'il n'y a plus de temps à perdre. Nos consœurs et confrères afghans qui veulent quitter leur pays risquent la persécution, l'arrestation, la torture et la mort.

Il est encore temps de leur éviter le pire.

**Paris, le 16 août 2021.**

**Premiers signataires:**

Emmanuel Poupard, Premier secrétaire général du SNJ

Emmanuel Vire, secrétaire général du SNJ-CGT

Valéry Laramée de Tannenberg, président de l'Association des Journalistes de l'Environnement

Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie

Association des journalistes de l'énergie

**N.B.:** La Fédération internationale des journalistes, première organisation professionnelle de journalistes dans le monde, vient d'établir un fonds spécial au sein du [Fonds de sécurité](#) de la FIJ pour acheminer ce soutien supplémentaire. Tous les fonds récoltés serviront directement à soutenir nos collègues afghans. La FIJ fédère 600 000 journalistes.